Spedizione in abbonamento postale

Anno 93° — Numero 47

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA

ROMA - Sabato, 23 febbraio 1952

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554

AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI	ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8024 Semestrale L. 4516 Trimestrale L. 2516 Un fascicolo L. 40.	In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8024 Semestrale L. 4516 Trimestrale L. 2516 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.	All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in ROMA, via XX Settembre (palazzo del Ministero delle Finanze); via del Corso n. 234 (angolo via Marco Minghetti n. 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone "La Stampa,,) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in ROMA - presso la Libreria dello Stato (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Galleria Vittorio Emanuele n. 3 - Firenze, via Cavour n. 46 r - Napoli, via Chiaia n. 5 - Torino, via Roma n. 80 (Salone "La Stampa,,) sono autorizzate ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

MINISTERO DELL'AFRICA ITALIANA

Ricompense al valor militare

Decreto 21 maggio 1951
registrato alla Corte dei conti il 27 novembre 1951
registro Africa Italiana n. 4, foglio n. 267

E' sanzionata la seguente ricompensa al valor militare « sul campo » concessa dalle autorità all'uopo delegate, per operazioni guerresche in A.O.I.:

MEDAGLIA DI BRONZO AL VALOR MILITARE

Alla camicia nera MORABITO Giuseppe fu Giorgio. — Fuciliere in un plotone camicie nere impegnato in un'importante e sanguinosa azione, diede ripetute prove di serenità e di coraggio. Ferito, continuò per varie ore a combattere valorosamente, contribuendo, con l'efficacia del proprio fuoco, alla resistenza contro il nemico in forze molto superiori. — Les Addas, 6-7 luglio 1936.

(833)

LEGGI E DECRETI

LEGGE 26 novembre 1951, n. 1727.
Approvazione ed esecuzione dell'Accordo per il traffico aereo tra l'Italia ed i Paesi Bassi, concluso a Roma il 4 marzo 1950.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

E' approvato l'Accordo per il traffico aereo tra l'Italia ed i Paesi Bassi, concluso a Roma il 4 marzo 1950.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo suddetto.

Art. 3.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* ed ha effetto dal 4 marzo 1950 conformemente all'art. 13 dell'Accordo.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 26 novembre 1951

EINAUDI

DE GASPERI — SCELBA — VANONI — PACCIARDI

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI

Accord pour l'établissement et l'exploitation de transports réguliers par la voie des airs entre l'Italie et les Pays-Bas.

Le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement des Pays-Bas désireux de conclure un accord en vue d'établir sur une base de réciprocité des communications régulières par la voie des airs entre les Pays-Bas et l'Italie, sont convenus des dispositions suivantes.

Article 1

Pour l'application du présent Accord et de son Annexe, sauf lorsque le texte en dispose autrement:

a) l'expression « autorité aéronautique » signifie: en ce qui concerne l'Italie

le « Ministero della Difesa-Aeronautica Direzione Generale dell'Aviazione Civile e del Traffico Aereo » ou bien toute personne ou organisme autorisés à exercer les fonctions actuellement du ressort du « Ministero della Difesa-Aeronautica Direzione Generale della Aviazione Civile e Traffico Aereo »;

en ce qui concerne les Pays-Bas

le « Directeur Generaal van de Rijksluchtvaartdienst » ou bien toute personne ou organisme autorisés à exercer les fonctions actuellement du ressort du « Directeur Generaal van de Rijksluchtvaartdienst »;

b) l'expression « entreprise désignée » signifie une entreprise que les Autorités aéronautiques de l'une des

Parties Contractantes ont notifiée par écrit aux autorités aéronautiques de l'autre Partie Contractante comme étant l'entreprise que cette Partie entend désigner aux termes de l'article 3 du présent Accord pour les routes mentionnées dans cette même notification;

c) le mot « territoire » correspond à la définition qui en est donnée à l'art. 2 de la Convention de Chicago pour l'Aviation Civile Internationale (7 décembre 1944);

d) les définitions des paragraphes *a*), *b*) et *d*) à l'art. 96 de la Convention de Chicago pour l'Aviation Civile Internationale (7 décembre 1944) sont considérées comme valables.

Article 2

Les Parties Contractantes s'accordent l'une à l'autre le droit d'instituer les services aériens spécifiés dans l'Annexe au présent Accord. Ces services pourront entrer en activité immédiatement, ou à une date postérieure, au choix de la Partie Contractante à laquelle est accordé ce droit.

Article 3

1. Chacun des services aériens spécifiés à l'Annexe ci-jointe pourra entrer en activité dès que la Partie Contractante, qui aux termes de l'art. 2 a reçu le droit de désigner une ou plusieurs entreprises de transport aérien pour la route indiquée, aura autorisé une entreprise de transport aérien à exercer son activité sur cette route. La Partie Contractante qui accorde les droits devra délivrer sans retard une autorisation d'exploitation à l'entreprise désignée, pourvu que cette dernière se conforme aux dispositions prévues par le paragraphe 2 du présent article et par l'article 6 ci-dessous.

2. Les autorités aéronautiques de la Partie qui accorde les droits peuvent demander aux entreprises désignées de démontrer qu'elles sont en mesure de satisfaire aux exigences prescrites par les lois et règlements normalement appliqués au fonctionnement des entreprises exerçant le transport aérien international.

Article 4

1. Les taxes et autres droits que chacune des Parties Contractantes imposera ou permettra d'imposer aux entreprises désignées par l'autre Partie Contractante pour l'utilisation des aéroports et autres facilités seront justes et raisonnables et ne seront pas plus élevés que ceux qui seraient dûs pour l'utilisation de ces aéroports et facilités par les entreprises nationales effectuant des services similaires de transports internationaux par la voie des airs.

2. Les carburants, les huiles lubrifiantes, les pièces de rechange, l'équipement et le matériel en général, introduits ou pris à bord sur le territoire de l'autre Partie, à l'usage exclusif des aéronefs employés par la première Partie pour exploiter les services spécifiés à l'Annexe du présent Accord, recevront de la part de la seconde Partie un traitement non moins favorable que celui qui est appliqué aux entreprises nationales ou étrangères exerçant régulièrement des transports aériens internationaux, en ce qui concerne les droits de douane, les frais d'inspection ou autres droits fiscaux.

3. Les aéronefs employés dans les services spécifiés à l'Annexe du présent Accord, les stocks de carburants et d'huiles lubrifiantes, les pièces de rechange ainsi que l'équipement normal et les provisions de bord se trouvant sur les aéronefs des entreprises désignées par l'une des Parties Contractantes, seront, sur le territoire de l'autre Partie, exempts des droits de douane, frais d'inspection et autres droits fiscaux même si le matériel indiqué ci-dessus est employé ou consommé par ces aéronefs au cours de vol au-dessus du dit territoire.

4. Les biens exemptés aux termes du paragraphe précédent ne pourront être débarqués sans le consentement des autorités douanières de l'autre Partie Contractante. Au cas où ils ne pourraient être employés ou consommés, ils devront être réexportés. Dans l'attente de la réexportation ils seront conservés sous le contrôle des susdites Autorités tout en restant à la disposition des entreprises.

Article 5

Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences, délivrés ou validés par l'une des Parties Contractantes et non périmés, sont reconnus valables par l'autre Partie Contractante aux fins de l'exploitation des services spécifiés à l'Annexe du présent Accord. Chaque Partie Contractante se réserve toutefois le droit de ne pas reconnaître valable, pour les vols au-dessus de son propre territoire, les brevets d'aptitude et les licences délivrés à de ses ressortissants par les autorités de l'autre Partie Contractante ou d'un autre État.

Article 6

1. Les lois et règlements d'une Partie Contractante qui concernent l'entrée et la sortie de son territoire pour les aéronefs affectés à la navigation aérienne internationale, l'exploitation et la navigation de ces mêmes aéronefs pendant leur séjour à l'intérieur du dit territoire, s'appliquent aux aéronefs employés par les entreprises désignées par l'autre Partie Contractante.

2. Les lois et règlements d'une Partie Contractante qui concernent l'entrée et la sortie de son territoire pour les passagers, l'équipage et le chargement des aéronefs de même que les dispositions qui concernent l'entrée, la sortie, l'immigration, les passeports, la douane, la quarantaine et les formalités de contrôle en général, s'appliquent aux passagers, à l'équipage et au chargement des aéronefs employés par les entreprises désignées par l'autre Partie Contractante, soit à l'entrée, soit à la sortie, soit pendant le séjour sur le territoire de la première Partie Contractante.

Article 7

Chaque Partie Contractante se réserve le droit de refuser à une entreprise désignée par l'autre Partie Contractante l'exercice des droits dérivant des dispositions contenues à l'Annexe du présent Accord, ou de révoquer un tel exercice, lorsque cette dernière n'est pas à même de fournir, sur demande, la preuve qu'une part prépondérante de la proprieté et le contrôle effectif de l'entreprise appartiennent à des ressortissants ou à des organismes de l'autre Partie Contractante.

Chaque Partie Contractante peut en outre révoquer l'autorisation, lorsque l'entreprise ci-dessus ou le Gouvernement qui l'a désignée ne se conforment pas aux lois et règlements indiqués à l'article 6 du présent Accord, ou bien ne remplissent pas les obligations qui en découlent, ou bien cessent de satisfaire aux conditions sous lesquelles sont accordés les droits aux termes du présent Accord et de son Annexe.

Article 8.

Le présent Accord et son Annexe, comme tout autre acte susceptible de les compléter ou de les modifier, seront enregistrés à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (O.A.C.I.).

Article 9

Si l'une des Parties Contractantes estime opportun de modifier les termes du présent Accord ou de son Annexe, elle peut demander un échange de vues entre les autorités aéronautiques des deux Parties Contractantes. La consultation doit avoir lieu dans les soixante (60) jours à partir de la demande.

En cas d'accord les modifications ainsi envisagées n'entreront en vigueur qu'après avoir formé l'objet d'un échange de notes par voie diplomatique.

Toutefois, des changements et des suppléments des routes indiquées dans les Tableaux des Routes peuvent avoir lieu par le simple accord des autorités aéronautiques des deux Parties Contractantes.

Article 10

Toute controverse entre les Parties Contractantes pour l'interprétation et l'application du présent Accord et de son Annexe qui ne pourra être résolue moyennant une consultation directe, sera soumise au jugement d'une cour arbitrale composée de trois membres; deux de ceux-ci seront nommés respectivement par chacune des Parties Contractantes, tandis que le troisième sera désigné par le Président du Conseil de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale, qui le choisira, parmi les arbitres n'ayant pas la nationalité d'une des Parties Contractantes, sur la liste tenue selon les règlements de l'O. A. C. I.

La controverse pourra même être soumise par les deux Parties Contractantes au jugement d'un seul arbitre choisi d'un commun accord.

Les Parties Contractantes s'engagent à se conformer aux sentences arbitrales, qui, dans tous les cas, devront être considérées comme définitives.

Article 11

Chaque Partie Contractante peut, à tout moment, notifier à l'autre Partie Contractante son intention de dénoncer le présent Accord. Cette notification doit être faite simultanément à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale. Le présent Accord prend fin un an après le jour de réception de la notification par l'autre Partie Contractante, à moins qu'à la suite d'un accord entre les Parties, cette notification ne soit annulée avant l'expiration du délai susdit. Au cas où la Partie Contractante qui recevrait une telle notification n'en accuserait pas réception, la notification sera tenue pour reçue quatorze (14) jours après la date de réception à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

Article 12

Les entreprises désignées par l'une des Parties Contractantes peuvent omettre certaines escales comprises sur une route déterminée; elles sont tenues toutefois d'en donner communication sans retard aux Autorités aéronautiques de l'autre Partie Contractante, à moins qu'il ne s'agisse de cas isolés.

Article 13

Le présent Accord entre en vigueur provisoirement le jour de sa signature et définitivement aussitôt que les formalités prévues par la législation intérieure de chacune des Parties Contractantes auront été accomplies.

En foi de quoi les soussignés plénipotentiaires, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs ont signé le présent Accord.

Fait à Rome, le quatre Mars 1950 en double original en langue française.

Pour l'Italie	*Pour les Pays-Bas*
De Vera d'Aragona	Willem de Bylandt

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
De Gasperi

Annexe

I

Le Gouvernement de la République Italienne accorde au Gouvernement des Pays-Bas le droit de faire exploiter par les entreprises désignées par lui, des services de transport aérien sur les routes mentionnées au Tableau *A* ci joint.

II

Le Gouvernement des Pays-Bas accorde au Gouvernement de la République Italienne le droit de faire exploiter par les entreprises désignées par lui, des services de transport aérien sur les routes mentionnées au Tableau *B* ci-joint.

III

Les entreprises désignées par chacune des Parties Contractantes, dans les conditions fixées par cet Accord et la présente Annexe, jouiront sur le territoire de l'autre Partie Contractante, du droit de transit et d'escale pour des fins non commerciales, ainsi que du droit d'embarquer et de débarquer en trafic international des passagers, du courrier et des marchandises, aux points indiqués pour chacun des itinéraires mentionnés au Tableau ci-joint.

Il est expressément interdit, par contre, aux entreprises d'une Partie Contractante d'embarquer, contre rémunération de n'importe quelle espèce, des passagers, du courrier et des marchandises d'un point à un autre du territoire de l'autre Partie Contractante (cabotage).

IV

Les entreprises désignées par chacune des Parties Contractantes jouiront d'un traitement juste et équitable afin de bénéficier des possibilités égales pour l'exploitation des services convenus selon les conditions établies dans cet Accord et la présente Annexe.

V

Dans l'exercice des services long-courrier sur les itinéraires mentionnés à la présente Annexe, les entreprises désignées par chacune des Parties Contractantes devront prendre en considération les intérêts des

entreprises de l'autre Partie Contractante, afin de ne pas affecter indûment les services assurés par ces dernières sur tout ou partie des mêmes parcours.

VI

Les services assurés par les entreprises désignées aux termes de cet Accord et de la présente Annexe auront pour objectif primordial la mise en œuvre, à un coefficient d'utilisation raisonnable, d'une capacité adaptée aux besoins normaux et raisonnablement prévisibles du trafic aérien international en provenance ou à destination de la Partie Contractante qui a désigné l'entreprise exploitant lesdits services.

Le droit pour ces services d'embarquer et de débarquer en trafic international sur un ou plusieurs points des itinéraires mentionnés à la présente Annexe, des passagers, du courrier et des marchandises, à destination ou en provenance de pays tiers, sera exercé conformément aux principes généraux d'un développement ordonné affirmés par les deux Parties Contractantes et dans des conditions telles que la capacité soit adaptée aux exigences:

a) du trafic entre le pays d'origine et les pays de destination;

b) de l'exploitation des lignes long-courrier;

c) du trafic dans la région traversée par la ligne aérienne, compte tenu des services locaux et régionaux desservant les mêmes itinéraires.

VII

Au cas où temporairement les entreprises d'une Partie Contractante ne pourraient profiter des possibilités offertes par les articles IV, V, VI, de la présente Annexe, les deux Parties Contractantes procéderont à un nouvel examen de la question, afin de faciliter le développement nécessaire des services aériens appartenants à la première Partie Contractante dès que les entreprises de cette dernière seront à même d'entrer en pleine activité.

VIII

Les autorités aéronautiques des deux Parties Contractantes se consulteront à la demande de l'une d'elles dans le but d'assurer l'observation des principes et l'application des obligations contenus dans cet Accord et la présente Annexe.

IX

1. Les tarifs à appliquer sur chacun des services convenus seront fixés à des taux raisonnables, compte tenu de tous les facteurs, comme le coût de l'exploitation, un bénéfice raisonnable, les caractéristiques des différents services et les tarifs pratiqués par les autres entreprises desservant tout ou partie du même itinéraire. Ces tarifs seront établis conformément aux dispositions suivantes de ce même article.

2. Les tarifs seront, en principe, établis d'un commun accord, pour chaque itinéraire par l'Association Internationale des Transports Aériens (I. A. T. A.). A défaut d'une décision de la I.A.T.A., les entreprises désignées chercheront à établir ces tarifs après consultation des autres entreprises qui exercent des services aériens sur tout ou partie du même itinéraire. Les tarifs ainsi établis seront soumis à l'approbation des Parties Contractantes respectives.

3. Au cas où il y aurait désaccord entre les entreprises désignées au sujet des tarifs, les Parties Contractantes chercheront à établir entre elles d'un commun accord lesdits tarifs.

4. Si un tel accord n'est pas obtenu, le différent sera soumis à un arbitrage selon les dispositions fixées à l'article 10 de l'Accord.

X

1. A partir de l'entrée en vigueur de l'Accord, les autorités aéronautiques des deux Parties Contractantes devront se communiquer aussitôt que possible, tous renseignements sur les concessions accordées aux entreprises qu'elles ont désignées pour exercer tout ou partie des itinéraires indiqués dans le Tableau ci-joint.

A ces renseignements elles joindront copie des concessions accordées, du statut des entreprises désignées avec les modifications eventuelles ainsi que de tout autre document qui s'y rapporte.

2. Les autorités aéronautiques des deux Parties Contractantes se communiqueront réciproquement quinze (15) jours au plus tard avant l'effective mise en activité de leurs services respectifs, les données suivantes: horaires complèts des services, fréquences et types d'appareils utilisés. Les dites autorités devront également se communiquer toute modification éventuelle.

TABLEAU DES ROUTES

A) *Routes à exploiter par les entreprises désignées par le Gouvernement Néerlandais.*

1. Amsterdam Rome Le Caire - Beyrouth - Damas Baghdad Bassora Kuwait Karachi Colombo Delhi Calcutta Bangkok Singapore - Djakarta et au délà.
2. Amsterdam Rome Kano Lagos Brazzaville - Léopoldville Johannesburg.
3. Amsterdam Rome.
4. Amsterdam Genève - Rome.
5. Amsterdam Rome Istanbul - Téhéran.
6. Amsterdam Munich Rome Lydda Téhéran.
7. Amsterdam - Nice Rome - Athènes Beyrouth - Damas.
8. Amsterdam - Bruxelles Francfort Milan.

Note. — Les entreprises désignées pourront omettre sur chaque vol les éscales mentionnées dans le tableau ci-dessus.

TABLEAU DES ROUTES

B) *Routes à exploiter par les entreprises désignées par le Gouvernement Italien.*

1. Milan - Bruxelles Amsterdam Dublin.
2. Milan Paris - Amsterdam Copenaghen Stockholme.
3. Rome Zürich Amsterdam Prestwich.
4. Milan Francfort Amsterdam Oslo.
5. Rome - Nice Genève Amsterdam Londres.
6. Rome Madrid Lisbone Casablanca Ile du Sel - Dakar Natal Cajenne Paramaribo Port of Spain - Caracas - Curaçao et au delà.

Note. — Les entreprises désignées pourront omettre sur chaque vol les éscales mentionnées dans le tableau ci-dessus.

Rome, le 4 mars 1950

Monsieur le Ministre,

Me référant à l'Accord pour l'établissement et l'exploitation des transports réguliers par la voie des airs entre l'Italie et les Pays-Bas signé en date d'aujourd'hui, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que chaque entreprise désignée par une Partie Contractante selon l'article 3 de l'Accord susdit, pourra entretenir sur les aéroports de l'autre Partie Contractante son propre personnel. Ce personnel sera composé de ressortissants de l'autre Partie Contractante autant qu'il sera compatible avec les intérêts de l'entreprise. Si les entreprises désignées renoncent à avoir leur propre organisation sur les aéroports de l'autre Partie Contractante, elles se feront représenter de préférence par une compagnie nationale de l'autre Partie Contractante.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération.

WILLEM DE BYLANDT

S. E. Monsieur Carlo Alberto DE VERA D'ARAGONA
Ministre Plénipotentiaire
(Palais Chigi) — ROME

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Rome, le 4 mars 1950

Monsieur le Ministre,

Je viens de reçevoir la lettre suivante en date du quatre Mars 1950:

« Me référant à l'Accord pour l'établissement et l'exploitation des transports réguliers par la voie des airs entre l'Italie et les Pays-Bas signé en date d'aujourd'hui, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que chaque entreprise désignée par une Partie Contractante selon l'article 3 de l'Accord susdit, pourra entretenir sur les aéroports de l'autre Partie Contractante son propre personnel. Ce personnel sera composé de ressortissants de l'autre Partie Contractante autant qu'il sera compatible avec les intérêts de l'entreprise. Si les entreprises désignées renoncent à avoir leur propre organisation sur les aéroports de l'autre Partie Contractante, elles se feront représenter de préférence par une compagnie nationale de l'autre Partie Contractante ».

J'ai l'honneur, Monsieur le Ministre, de porter à votre connaissance que le Gouvernement de la République Italienne est d'accord avec ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération.

DE VERA D'ARAGONA

S. E. le Comte Willem de BYLANDT
Envoyé Extraordinaire et
Ministre Plénipotentiaire des Pays-Bas — ROME

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 30 luglio 1951, n. 1728.

Erezione in ente morale dell'Ospedale civile di Cecina (Livorno).

N. 1728. Decreto del Presidente della Repubblica 30 luglio 1951, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, l'Ospedale civile di Cecina (Livorno) viene eretto in ente morale, sotto amministrazione autonoma, e ne viene approvato il relativo statuto organico.

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 9 febbraio 1952
Atti del Governo, registro n. 50, *foglio n.* 23. — FRASCA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 8 settembre 1951, n. 1729.

Erezione in ente morale della Cassa scolastica della Scuola di avviamento professionale a tipo agrario di Floridia (Siracusa).

N. 1729. Decreto del Presidente della Repubblica 8 settembre 1951, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, la Cassa scolastica della Scuola di avviamento professionale a tipo agrario di Floridia (Siracusa) viene eretta in ente morale e ne viene approvato lo statuto.

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 13 febbraio 1952
Atti del Governo, registro n. 50, *foglio n.* 26. — FRASCA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 1° ottobre 1951, n. 1730.

Parziale mutazione del fine e nuova denominazione della Fondazione « Paolo Boselli », con sede in Pinerolo (Torino).

N. 1730. Decreto del Presidente della Repubblica 1° ottobre 1951, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, la Fondazione « Paolo Boselli », con sede in Pinerolo (Torino), assume la denominazione di Colonia montana « Paolo Boselli » con parziale mutazione del fine e viene concentrata nell'Ente comunale di assistenza e ne viene approvato il relativo statuto organico.

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 11 febbraio 1952
Atti del Governo, registro n. 50, *foglio n.* 25. — FRASCA

LEGGE 9 febbraio 1952, n. 60.

Revisione dell'organico della Guardia di finanza e dei limiti di età per la cessazione dal servizio permanente effettivo degli ufficiali del Corpo.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Corpo della guardia di finanza comprende:
1 Comando generale;
5 Comandi di zona;
1 Comando superiore degli istituti di istruzione;
17 Legioni territoriali;

1 Legione allievi, avente alla dipendenza una scuola alpina, una scuola nautica, e la banda musicale del Corpo;

1 Accademia e scuola di applicazione;

1 Scuola sottufficiali.

Le legioni territoriali si ripartiscono in circoli, compagnie, tenenze, sezioni, brigate e nuclei di polizia tributaria investigativa, stazioni e squadriglie del naviglio.

La legione allievi è ripartita in battaglioni, compagnie, plotoni e squadre.

Art. 2.

Il secondo comma dell'art. 2 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 5 ottobre 1947, n. 1557, quale risulta modificato dall'art. 2 della legge 21 dicembre 1948, n. 1443, è sostituito dal seguente:

« Ai Comandi di zona ed al Comando superiore degli istituti di istruzione sono preposti generali di brigata del Corpo ».

Art. 3.

Con effetto dal 1° gennaio 1950, l'organico del Corpo della guardia di finanza è determinato come segue:

Ufficiali:

1 generale di divisione, comandante in secondo;
6 generali di brigata;
22 colonnelli;
68 tenenti colonnelli;
90 maggiori;
300 capitani;
480 tenenti e sottotenenti (compresi 8 sottotenenti maestri di scherma e un sottotenente maestro direttore di banda);

Sottufficiali:

1.300 marescialli maggiori:
2.000 marescialli capi ed ordinari;
2.800 brigadieri;
2.300 sottobrigadieri;

Militari di truppa:

3.800 appuntati;
20.500 finanzieri;
1.633 allievi finanzieri.

Art. 4.

Nella forza organica di cui al precedente articolo sono compresi:

a) 1 colonnello; 13 tenenti colonnelli; 20 maggiori; 60 capitani; 130 tenenti e sottotenenti; 500 marescialli maggiori; 600 marescialli capi e ordinari; 800 brigadieri; 500 sottobrigadieri; 350 appuntati; 500 finanzieri per i servizi di polizia tributaria investigativa;

b) 350 sottufficiali in posizione di servizio sedentario.

Art. 5

Sono abrogati gli articoli 4, 5 e 9 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 5 ottobre 1947, n. 1557, e l'art. 1 della legge 21 dicembre 1948, n. 1443.

Art. 6.

L'art. 2 della legge 2 ottobre 1942, n. 1203, è sostituito dal seguente:

« A decorrere dal 1° gennaio 1950 gli ufficiali della Guardia di finanza che raggiungono l'età sottoindicata per i vari gradi cessano dal servizio permanente e sono collocati in ausiliaria od a riposo, con o senza iscrizione nella riserva, a seconda dell'idoneità fisica:

Generale di divisione	anni	64
Generale di brigata	»	62
Colonnello	»	60
Tenente colonnello	»	58
Maggiore	»	56
Capitano	»	54
Tenente e sottotenente . . .	»	52
Maestro direttore di banda . . .	»	60
Maestro di scherma . . .	»	56

Il maestro direttore di banda ed i maestri di scherma possono però, su conforme insindacabile giudizio di apposita commissione — composta dal comandante generale, dal comandante in secondo e dal comandante di legione o reparto corrispondente dal quale ciascuno dipende — essere mantenuti in servizio permanente effettivo, con concessione da rinnovarsi di anno in anno, fino al compimento del 65° anno di età ».

Art. 7.

A decorrere dal 1° gennaio 1950, per gli ufficiali del Corpo della guardia di finanza, di qualunque grado, la liquidazione della pensione si effettua in base alle aliquote stabilite dal primo comma dell'art. 1 del decreto legislativo 13 agosto 1947, n. 833.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 9 febbraio 1952

EINAUDI

DE GASPERI — VANONI — PELLA

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 7 dicembre 1951.

Classificazione nell'elenco delle strade provinciali, delle strade comunali Colle Sannita-Castelpagano-Santa Croce del Sannio e Ponte Stretto-Santa Maria del Guglieto, in provincia di Benevento.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Vista la deliberazione 11 luglio 1949, n. 815, con la quale la Deputazione provinciale di Benevento, in accoglimento dei voti del comune di Castelpagano, ha espresso parere favorevole per la classificazione fra le provinciali, delle strade comunali Colle Sannita-Castelpagano-Santa Croce del Sannio, della lunghezza di km. 21,200 e Ponte Stretto-Santa Maria del Guglieto, della lunghezza di km. 6;

Ritenuto che contro la deliberazione suddetta, regolarmente pubblicata a termine dell'art. 14 della legge 20 marzo 1865, n. 2248, non sono stati prodotti reclami od opposizioni;

Visto il voto favorevole del Consiglio superiore dei lavori pubblici, espresso nell'adunanza del 9 gennaio 1951;

Considerato che i suddetti tronchi di strade, hanno i prescritti requisiti per essere classificati tra le provinciali;

Visti gli articoli 13 e 14 della legge 20 marzo 1865, n. 2248, sui lavori pubblici;

Sulla proposta del Ministro per i lavori pubblici;

Decreta:

Le strade comunali Colle Sannita-Castelpagano-Santa Croce del Sannio (lunghezza km. 21,200) e Ponte Stretto-Santa Maria del Guglieto (lunghezza km. 6), sono classificate provinciali ed incluse nell'elenco delle strade della provincia di Benevento.

Il Ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto, che sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Dato a Roma, addì 7 dicembre 1951

EINAUDI

ALDISIO

Registrato alla Corte dei conti, addì 1° *febbraio* 1952
Registro Lavori pubblici n. 3, *foglio n.* 263

(882)

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 11 gennaio 1952.

Sostituzione di un componente il Consiglio provinciale di sanità di Cagliari.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il proprio decreto 15 marzo 1951, col quale sono stati nominati i componenti del Consiglio provinciale di sanità di Cagliari;

Considerato che il prof. Redi Rodolfo, medico chirurgo, si è trasferito in altra sede e che occorre procedere alla sua sostituzione;

Visto l'art. 17 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri;

Decreta:

Il dott. Porrazzo Filippo, medico chirurgo, è nominato componente del Consiglio provinciale di sanità di Cagliari, sino alla scadenza del triennio 1951-1953, in sostituzione del prof. Rodolfo Redi.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Dato a Roma, addì 11 gennaio 1952

EINAUDI

DE GASPERI

Registrato alla Corte dei conti, addì 2 febbraio 1952
Registro Presidenza n. 59, *foglio n.* 12. — FERRARI

(756)

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 11 gennaio 1952.

Sostituzione di un componente il Consiglio provinciale di sanità di Bari.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il proprio decreto 15 marzo 1951, col quale sono stati nominati i componenti del Consiglio provinciale di sanità di Bari per il triennio 1951-53;

Considerato che il prof. Pastore Raffaele, esperto in scienze agrarie, ha rassegnato le dimissioni dall'incarico e che occorre procedere alla sua sostituzione;

Visto l'art. 17 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri;

Decreta:

Il dott. D'Amati Nicola, esperto in scienze agrarie, è nominato componente del Consiglio provinciale di Bari sino alla scadenza del triennio 1951-53, in sostituzione del prof. Raffaele Pastore.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Dato a Roma, addì 11 gennaio 1952

EINAUDI

DE GASPERI

Registrato alla Corte dei conti, addì 2 febbraio 1952
Registro Presidenza n. 59, *foglio n.* 13. — FERRARI

(758)

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 1· gennaio 1952.

Nomina del presidente della Società Italiana degli Autori ed Editori (S.I.A.E.) per il triennio 1952-54.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Vista la legge 22 aprile 1941, n. 633, sulla protezione del diritto di autore e degli altri diritti connessi al suo esercizio;

Visto il regio decreto 24 agosto 1942, n. 1799, con il quale è stato approvato lo statuto dell'Ente Italiano per il Diritto d'Autore (E.I.D.A.);

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 20 luglio 1945, n. 433, con il quale l'E.I.D.A. ha riassunto la precedente denominazione di Società Italiana degli Autori ed Editori (S.I.A.E.);

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 16 aprile 1948, n. 643, con il quale sono state apportate modificazioni allo statuto sopra citato;

Visto il decreto legislativo 8 aprile 1948, n. 274;

Vista la designazione dell'assemblea delle Commissioni di sezione riunite della S.I.A.E., formulata nella adunanza del 15 dicembre 1951;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri;

Decreta:

Il prof. Mario Vinciguerra è nominato presidente della Società Italiana degli Autori ed Editori (S.I.A.E.) per il triennio 1952-54.

Il Presidente del Consiglio dei Ministri è incaricato della esecuzione del presente decreto, che sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Dato a Roma, addì 18 gennaio 1952

EINAUDI

DE GASPERI

Registrato alla Corte dei conti, addì 6 febbraio 1952
Registro Presidenza n. 59, *foglio n.* 33. — FERRARI

(779)

DECRETO DEL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI 31 ottobre 1951.

Sostituzione di un componente il Comitato incaricato di esaminare i verbali di distruzione, le dichiarazioni sostitutive di essi e gli atti relativi a conti rimasti in sospeso per cause dipendenti dallo stato di guerra, presso l'Amministrazione delle ferrovie dello Stato.

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI
DI CONCERTO CON
I MINISTRI PER I TRASPORTI E PER IL TESORO

Visto il proprio decreto in data 15 luglio 1949, col quale è stato costituito presso l'Amministrazione delle ferrovie dello Stato a' termini dell'art. 1 del decreto legislativo 16 aprile 1948, n. 610, il Comitato incaricato di esaminare i verbali di distruzione, le dichiarazioni sostitutive di essi e gli atti relativi a conti rimasti in sospeso per cause dipendenti dallo stato di guerra;

Vista la lettera in data 18 agosto 1951, n. 5/10797, con la quale il Ministero dei trasporti ha proposto che il dott. Mario Cecconi venga nominato componente, quale rappresentante dell'Amministrazione delle ferrovie dello Stato, del Comitato costituito con il citato decreto presso la stessa Amministrazione delle ferrovie, in sostituzione del dott. Celestino Guaschi, collocato a riposo;

Decreta:

Il dott. Mario Cecconi, ispettore principale delle Ferrovie dello Stato è chiamato a far parte, quale rappresentante dell'Amministrazione autonoma delle ferrovie dello Stato, del Comitato sopra specificato, in sostituzione del dott. Celestino Guaschi.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 31 ottobre 1951

Il Presidente del Consiglio dei Ministri
DE GASPERI

Il Ministro per i trasporti
MALVESTITI

Il Ministro per il tesoro
VANONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 26 gennaio 1952
Registro Presidenza n. 58, foglio n. 360. — FERRARI

(793)

DECRETO MINISTERIALE 31 dicembre 1951.

Autorizzazione alla Società nazionale olivicoltori, con sede centrale in Roma, ad esercitare il controllo sugli olii commestibili.

IL MINISTRO
PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Visto il regio decreto-legge 15 ottobre 1925, n. 2033, sulla repressione delle frodi nella preparazione e nel commercio delle sostanze di uso agrario e dei prodotti agrari, convertito nella legge 18 marzo 1926, n. 562;

Visto il regolamento per l'esecuzione del suddetto decreto-legge, approvato con il regio decreto 1° luglio 1926, n. 1361;

Vista la domanda in data 15 novembre 1951, con la quale la Società nazionale olivicoltori, eretta in ente morale con decreto del Capo provvisorio dello Stato in data 14 ottobre 1946, n. 658, con sede centrale in Roma, chiede di avvalersi per tutto il territorio nazionale, delle facoltà di cui all'art. 46 del regio decreto-legge 15 ottobre 1925, n. 2033, per quanto concerne la osservanza delle disposizioni relative agli olii commestibili, contenute nel capo 4° di detto regio decreto-legge e nelle successive modificazioni;

Considerato che la Società, in conformità dell'art. 90 del suddetto regolamento, ha depositato presso il Ministero dell'agricoltura e delle foreste la prescritta documentazione ed è risultata in possesso dei requisiti occorrenti per il disimpegno delle funzioni richieste ai sensi di legge;

Ritenuta l'opportunità d'integrare l'attività svolta dagli istituti delegati dal Ministero dell'agricoltura e delle foreste all'esercizio della vigilanza nella preparazione e commercio delle sostanze d'uso agrario e dei prodotti agrari in genere, con quella di altri enti, sino a quando non sarà provveduto alla riorganizzazione dei servizi preposti a tale vigilanza;

Decreta:

La Società nazionale olivicoltori, con sede centrale in Roma, è autorizzata, a norma dell'art. 46 del regio decreto-legge 15 ottobre 1925, n. 2033, convertito nella legge 18 marzo 1926, n. 562, a costituirsi parte civile nei procedimenti per infrazione alle norme stabilite dal suddetto decreto e dalle successive modificazioni sulla preparazione e sul commercio degli olii commestibili in genere; a far controllare, a sue spese, l'osservanza delle norme stesse e a far procedere, sempre a sue spese, al prelevamento di campioni mediante propri agenti giurati, da assumersi secondo le disposizioni dell'art. 91 del regolamento approvato con regio decreto 1° luglio 1926, n. 1361.

Tali facoltà potranno essere dall'ente suddetto esercitate temporaneamente in tutto il territorio della Repubblica Italiana.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione e sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 31 dicembre 1951

Il Ministro: FANFANI

Registrato alla Corte dei conti, addì 30 gennaio 1952
Registro Agricoltura e foreste n. 2, foglio n. 290. — BERITELLI

(885)

DECRETO MINISTERIALE 1° febbraio 1952.

Dichiarazione di notevole interesse pubblico della zona del Passetto, sita nell'ambito del comune di Ancona.

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vista la legge 29 giugno 1939, n. 1497, sulla protezione delle bellezze naturali;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 3 giugno 1940, n. 1357, per l'applicazione della legge predetta;

Considerato che la Commissione provinciale di Ancona per la tutela delle bellezze naturali, nell'adunanza del 26 febbraio 1948, includeva nell'elenco delle cose da sottoporre alla tutela paesistica, compilato ai sensi dell'art. 2 della legge sopracitata, la zona del Passetto, sita nell'ambito del comune di Ancona;

Considerato che l'elenco di tali immobili è stato pubblicato ai sensi del citato art. 2 della legge sulle

bellezze naturali, per un periodo di tre mesi all'albo del comune di Ancona senza che sia stata prodotta alcuna opposizione da parte di chicchessia;

Riconosciuto che la zona predetta costituisce un belvedere accessibile al pubblico;

Decreta:

La zona sita nel territorio del comune di Ancona indicata nell'annesso elenco, redatto dalla Commissione provinciale di Ancona per la tutela delle bellezze naturali, ha notevole interesse pubblico ai sensi della legge 29 giugno 1939, n. 1497, ed è, quindi, sottoposta a tutte le disposizioni contenute nella legge stessa.

Il presente decreto sarà pubblicato, ai sensi e per gli effetti dell'art. 12 del regolamento 3 giugno 1940, n. 1357, nella *Gazzetta Ufficiale* insieme con l'annesso elenco compilato dalla Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali di Ancona.

La Soprintendenza ai monumenti di Ancona curerà che il comune di Ancona provveda alla affissione della *Gazzetta Ufficiale* contenente il presente decreto all'albo comunale entro un mese dalla data della sua pubblicazione, e che il Comune stesso tenga a disposizione degli interessati, altra copia della *Gazzetta Ufficiale*, con la planimetria della zona vincolata giusta l'art. 4 della legge sopracitata.

La Soprintendenza comunicherà al Ministero la data della effettiva affissione della *Gazzetta Ufficiale* stessa.

Roma, addì 1° febbraio 1952

p. *Il Ministro*: VISCHIA

Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali per la provincia di Ancona

Verbale dell'adunanza del 26 febbraio 1948.

(*Omissis*).

2) *zona del Passetto.*

L'arch. Minnucci e l'ing. Salmoni riferiscono sulla soluzione progettata dal piano di ricostruzione per cui è stato previsto un parco pubblico. Si è riconosciuta la necessità di imporre il vincolo di cui alla legge 29 giugno 1939, n. 1497, non per vietare del tutto eventuali costruzioni, ma per disciplinarle con criteri adeguati.

Si parla quindi della zona panoramica e relativa strada di cui al piano di ricostruzione e viene concordemente deciso di vincolare la zona dal Camposanto degli ebrei al terreno di proprietà della Fiera della pesca compreso, sito al Passetto.

(*Omissis*).

(762)

DECRETO MINISTERIALE 12 febbraio 1952.

Limite di emissione dei buoni del Tesoro novennali 5%-1960 e modalità per il sorteggio e l'attribuzione dei premi sui buoni stessi.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Vista la legge 30 dicembre 1950, n. 1040, concernente l'emissione di buoni del Tesoro novennali 5 % a premi;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 19 gennaio 1951, n. 8, sulla emissione dei buoni del Tesoro novennali 5 %, di scadenza 1° aprile 1960;

Ritenuta la necessità di stabilire il limite dell'emissione dei detti buoni del Tesoro 5 % (1960) e le modalità di estrazione dei premi relativi;

Decreta:

Art. 1.

Il capitale nominale dei buoni del Tesoro novennali 5% a premi, di scadenza 1° aprile 1960, emessi in forza della legge 30 dicembre 1950, n. 1040, e del decreto del Presidente della Repubblica 19 gennaio 1951, n. 8, è fissato in lire centosedici miliardi, distinti in dodici serie, dalla trentatreesima alla quarantaquattresima, di dieci miliardi nominali ciascuna, fatta eccezione della quarantaquattresima sèrie collocata per soli sei miliardi.

Art. 2.

Il sorteggio dei premi sui buoni del Tesoro novennali 5 %, di scadenza 1° aprile 1960, sarà eseguito presso la Direzione generale del debito pubblico, in apposita sala aperta al pubblico, alle ore 10 dell'8 marzo di ciascun anno, a far tempo dal 1952, dalla Commissione istituita col decreto luogotenenziale 30 novembre 1945, n. 808.

Ove il giorno suindicato sia festivo, il sorteggio avrà luogo nel giorno successivo non festivo.

Art. 3.

Ai fini dell'attribuzione dei premi ai buoni del Tesoro novennali 5 % (1960), le operazioni di contazione, ricognizione ed imbussolamento delle schede, e di chiusura e conservazione delle urne, saranno effettuate alle ore 10 del giorno non festivo che precede quello dei sorteggi, con le modalità fissate dagli articoli 4, 5 e 7 del decreto Ministeriale 25 settembre 1931, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 223, del 26 stesso mese.

Art. 4.

Per ciascun premio verrà eseguito un unico sorteggio, da valere per tutte le dodici serie emesse, compresa quella incompleta, a norma del decreto Ministeriale 11 novembre 1946, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 263, del 19 successivo.

Il numero estratto sarà considerato come non sorteggiato, nei casi previsti dall'art. 6 del citato decreto Ministeriale 25 settembre 1931.

Art. 5.

La Direzione generale del debito pubblico provvederà, anteriormente alla data di pagabilità dei premi, alla pubblicazione dei numeri estratti, su apposito supplemento straordinario della *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, del quale invierà esemplari alle prefetture, alle Intendenze di finanza, alle Sezioni di tesoreria provinciali, alle Camere di commercio, ai Comuni ed agli uffici postali, perchè siano tenuti a disposizione del pubblico per la consultazione.

Immediatamente dopo i sorteggi, i numeri estratti verranno altresì diffusi con apposito comunicato diramato a mezzo della stampa e della radio.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 12 febbraio 1952

Il Ministro: PELLA

Registrato alla Corte dei conti, addì 18 febbraio 1952
Registro Tesoro n. 3, foglio n. 208. — GRIMALDI

(886)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Approvazione del progetto di varianti al piano di ricostruzione di Sori (Genova)

Con decreto Ministeriale 7 febbraio 1952, n. 3979, è stato approvato, previa decisione sulle opposizioni presentate, il progetto di varianti al piano di ricostruzione di Sori, firmato in due planimetrie in scala 1:1000, e sono state rese esecutorie le varianti alle norme edilizie annesse al piano di ricostruzione originario.

Dal progetto stesso sono state stralciate la previsione di un pennello a mare di cui alla lettera *T* della planimetria e la sistemazione dei mappali 91 e 92.

Per l'esecuzione di detto progetto resta fermo il termine fissato per l'attuazione del piano originario, prorogato con decreto Ministeriale 20 marzo 1949.

(786)

Approvazione di una variante al piano di ricostruzione di Cosenza

Con decreto Ministeriale 14 febbraio 1952, n. 434, è stato approvato, a parziale scioglimento della riserva contenuta nel decreto Ministeriale 21 febbraio 1951, la sistemazione delle aree delimitate dalla via Trento, corso Umberto I, via M. A. Severini e via Mazzini, comprese nella zona del Carmine della città di Cosenza.

(865)

MINISTERO DELLA DIFESA - ESERCITO

Passaggio dal Demanio pubblico militare al patrimonio dello Stato di un appezzamento di terreno sito in località Monteto di La Spezia (Pegazzano).

Il Ministero della difesa-Esercito rende noto che con decreto interministeriale 18 settembre 1951, n. 9, è stato disposto il passaggio dal Demanio pubblico militare al patrimonio dello Stato di un appezzamento di terreno demaniale in località Monteto di La Spezia (Pegazzano).

(870)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per smarrimento di ricevute di titoli del Debito pubblico

(1ª *pubblicazione*). Elenco n. 33.

Si notifica che è stato denunziato lo smarrimento delle sottoindicate ricevute relative a titoli di Debito pubblico presentati per operazioni.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 5815 — Data: 22 dicembre 1942 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Catania — Intestazione: Schilirò Vincenzo fu Carmelo — Titoli del Debito pubblico: Quietanze esattoriali — Capitale L. 1600.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 285 — Data: 6 aprile 1951 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Trapani — Intestazione: Arceri Caterina di Girolamo — Titoli del Debito pubblico: buoni del Tesoro novennali 5 % (1950) — Capitale L. 30.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 7854 — Data: 21 giugno 1951 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Ufficio ricevimento — Intestazione: Fabbri Attilio fu Giuseppe — Titoli del Debito pubblico: Consolidato 3 % — Capitale L. 100.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 5907 — Data: 29 marzo 1943 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Catania — Intestazione: Politi Alfredo fu Gaetano — Titoli del Debito pubblico: Quietanze esattoriali — Capitale L. 1100.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 572 — Data: 7 dicembre 1950 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Palermo — Intestazione: Pagano Giuseppe fu Roberto — Titoli del Debito pubblico: buoni del Tesoro quinquennali 5% (1950) — Capitale L. 129.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 33 — Data: 3 agosto 1950 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Cosenza — Intestazione: Signoretti Nicolino fu Antonio — Titoli del Debito pubblico: Rendita 5% (1935) — Capitale L. 42.900.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 1932 — Data: 28 settembre 1950 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Ufficio ricevimento — Intestazione: Buriosi Anna fu Biagio — Titoli del Debito pubblico: buoni del Tesoro novennali 5% — Capitale L. 11.500.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 5859 — Data: 6 febbraio 1943 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Catania — Intestazione: Cuscunà Antonino di Salvatore — Titoli del Debito pubblico: Quietanze esattoriali — Capitale L. 3800.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 186 — Data: 8 settembre 1947 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Teramo — Intestazione: Fabbri Pasquale fu Giovanni — Titoli del Debito pubblico: Prestito della ricostruzione — Capitale L. 3000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 399 — Data: 18 gennaio 1952 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Viterbo — Intestazione: Monni Benedetto fu Luciano — Titoli del Debito pubblico: Prestito della ricostruzione — Capitale L. 14.000.

A termini dell'art. 230 del regolamento 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse, che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che sieno intervenute opposizioni, saranno consegnati a chi di ragione i nuovi titoli provenienti dalla eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della relativa ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, addì 18 febbraio 1952

Il direttore generale: DE LIGUORO

(869)

CONSORZIO DI CREDITO PER LE OPERE PUBBLICHE

Avviso riguardante il sorteggio di titoli rappresentanti obbligazioni 4,50 % « Elettrificazione Ferrovie dello Stato » (Elfer), terza emissione.

Si notifica che il giorno 15 marzo 1952, alle ore 9, presso la sede del Consorzio di credito per le opere pubbliche via Aureliana n. 7 Roma, si procederà alle sottoindicate operazioni riguardanti le obbligazioni della serie speciale 4,50% « Elettrificazione Ferrovie dello Stato » (Elfer), terza emissione:

1. Estrazione a sorte di n. 10.000 carte ferroviarie di libera circolazione in prima classe su tutte le linee delle Ferrovie dello Stato, valide per un mese, da assegnarsi in ragione di n. 400 a ciascuna delle 25 serie di obbligazioni che compongono la serie speciale 4,50% « Elettrificazione Ferrovie dello Stato », terza emissione.

2. Estrazione a sorte, sulle obbligazioni della serie speciale 4,50% « Elettrificazione Ferrovie dello Stato », terza emissione, di:

n.	10.425	titoli di	10	obbligazioni
»	2.150	» »	25	»
»	3.350	» »	50	»
»	8.125	» »	100	»
»	825	» »	1.000	»

in totale n. 24.875 titoli, rappresentanti n. 1.963.000 obbligazioni, per il valore nominale di L. 981.500.000.

Alle operazioni suddette potrà assistere il pubblico.

Con successiva notificazione verranno pubblicati i numeri dei titoli sorteggiati.

Roma, addì 19 febbraio 1952

Il presidente: G. B. BOERI

(887)

CONCORSI ED ESAMI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Ragusa al 30 novembre 1949.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;
Visti gli articoli 50 e 54 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;
Visto l'art. 69, primo comma, del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;
Visto il decreto del Prefetto di Ragusa in data 17 giugno 1950, n. 13284, col quale è indetto pubblico concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella Provincia al 30 novembre 1949;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Ragusa è costituita come appresso:

Presidente:

Fragella dott. Roberto, vice prefetto.

Componenti:

Giustolisi dott. Giovanni, medico provinciale;
Sortino prof. dott. Giorgio, specialista in ostetricia e ginecologia;
Guarrella dott. Francesco, specialista in ostetricia e ginecologia;
Sottosanti Grazia, ostetrica condotta.

Segretario:

Valenti dott. Natale.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed avrà la sua sede in Ragusa.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 7 febbraio 1952

L'Alto Commissario: MIGLIORI

(712)

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Piacenza al 30 novembre 1950.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;
Visti gli articoli 44 e 54 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;
Visto l'art. 69, primo comma, del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;
Visto il decreto del Prefetto di Piacenza in data 22 agosto 1951, n. 24290, con il quale è indetto pubblico concorso a posti di medico condotto vacanti nella Provincia al 30 novembre 1950;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di medico condotto vacanti nella provincia di Piacenza è costituita come appresso:

Presidente:

Prestamburgo dott. Carlo, vice prefetto.

Componenti:

Bazzicalupo dott. Leopoldo, medico provinciale;
Vecchi prof. dott. Arnaldo, docente in clinica chirurgica;
Esposito prof. dott. Alessandro, docente in patologia medica;
Dondoli dott. Carlo, medico condotto.

Segretario:

Casoria dott. Raffaele.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed avrà la sua sede in Piacenza.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 9 febbraio 1952

L'Alto Commissario: MIGLIORI

(877)

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Piacenza al 30 novembre 1950.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;
Visti gli articoli 50 e 54 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;
Visto l'art. 69, primo comma, del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;
Visto il decreto del Prefetto di Piacenza in data 22 agosto 1951, n. 24290, col quale è indetto pubblico concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella Provincia al 30 novembre 1950;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Piacenza è costituita come appresso:

Presidente:

Prestamburgo dott. Carlo, vice prefetto.

Componenti:

Bazzicalupo dott. Leopoldo, medico provinciale;
Trettenero prof. dott. Mario, docente in ostetricia;
Groppi dott. Franco, specialista in ostetricia;
Pizzi Giulia, ostetrica condotta.

Segretario:

Casoria dott. Raffaele.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica del presente decreto ed avrà la sua sede in Piacenza.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 9 febbraio 1952

L'Alto Commissario: MIGLIORI

(876)

Avviso di rettifica

Nel decreto 14 luglio 1951, registrato alla Corte dei conti addì 28 settembre 1951 (registro n. 53 Presidenza, foglio n. 346), con il quale venne provveduto alla nomina dei vincitori del concorso per esami a diciotto posti di veterinario provinciale aggiunto di 2ª classe in prova nell'Amministrazione della sanità pubblica, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 274 del 28 novembre 1951, è incorsa un'inesattezza, che si rettifica come segue:

in luogo di Fontana « Sebastiano » risultato vincitore del concorso di cui alla premessa, leggasi Fontana « Francesco ».

(788)

MINISTERO DELLA DIFESA - ESERCITO

Posti d'impiego d'ordine nelle varie Amministrazioni dello Stato, spettanti ai sottufficiali delle Forze armate (Esercito, Marina, Aeronautica). (Circolare 14 febbraio 1952).

Sono disponibili nel ruolo del personale d'ordine della Amministrazione centrale del tesoro n. 2 (due) posti di applicato (grado 12°, gruppo C) spettanti, a norma delle vigenti disposizioni, ai sottufficiali in carriera continuativa che abbiano chiesto e siano stati riconosciuti idonei, un impiego civile in base alle vigenti norme sullo stato giuridico dei sottufficiali e precisamente all'art. 14 del regio decreto 15 settembre 1932, n. 1514, per i sottufficiali dell'Esercito, all'art. 96 del regio decreto 18 giugno 1931, n. 914, per i sottufficiali della Marina, all'art. 68 e seguenti del regio decreto-legge 3 febbraio 1938, n. 744, per i sottufficiali dell'Aeronautica.

I sottufficiali che intendono concorrere ai suindicati posti, dovranno presentare al Corpo di appartenenza, non oltre il 15 aprile 1952, apposita domanda, su carta da bollo da L. 32 (trentadue) nella quale dovranno dichiarare di raggiungere, in caso di nomina, la sede di Roma.

Le domande dovranno essere subito, ed in ogni caso entro il termine massimo di giorni dodici dalla data di presentazione, trasmesse dagli enti presso i quali sono in servizio gli interessati, direttamente a questo Ministero (Direzione generale personali civili e affari generali), corredate della copia dei documenti matricolari e caratteristici degli interessati e di uno specchio, indicante al lordo di ogni ritenuta e deduzione, gli assegni di cui essi sono in godimento.

Ai sottufficiali che saranno nominati all'impiego civile compete, in aggiunta degli assegni iniziali del grado 12°, l'eventuale differenza da riassorbirsi nei successivi aumenti, fra lo stipendio (o l'ammontare della paga giornaliera valutata ad un anno) di cui sono provvisti e lo stipendio assegnato nel grado civile, esclusa ogni indennità di carattere militare, oltre l'indennità di carovita.

La presente vale come notificazione a tutti gli interessati.

Il Ministro: PACCIARDI

(872)

MINISTERO DELLE FINANZE

Avviso di rettifica

Nella graduatoria del concorso per titoli a cinquanta posti di alunno d'ordine in prova nel personale sussidiario degli Uffici del registro, riservato ai reduci, pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* in data 9 gennaio 1952, n. 7, sono incorse alcune inesattezze che si rettificano come segue:

a pagina 98, art. 1, n. d'ordine 102, in luogo di: « Privatera Giuseppe » leggasi: « Privitera Giuseppe »;

a pagina 99, art. 1, n. d'ordine 178, in luogo di: « Stacquadanio Alfredo » leggasi: Stracquadanio Alfredo »;

a pagina 99, art. 2, n. d'ordine 16, in luogo di: « Cosano Giuseppe » leggasi: « Casano Giuseppe ».

(792)

PREFETTURA DI CHIETI

Graduatoria generale del concorso ad un posto di veterinario condotto vacante nella provincia di Chieti al 30 novembre 1950.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI CHIETI

Visto il bando di concorso n. 33741 in data 1° dicembre 1950 per un posto di veterinario condotto, vacante in Provincia al 30 novembre 1950;

Visto il decreto n. 20422.2/12167 del 12 novembre 1951, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 269 del 22 novembre 1951, con il quale è stata costituita la Commissione giudicatrice del concorso stesso;

Vista la graduatoria di merito formulata dalla Commissione medesima;

Riconosciuta la legalità delle operazioni;

Visti gli articoli 69 del testo unico delle leggi sanitarie regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265, 23 e 55 del regolamento per i concorsi sanitari regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria dei candidati risultati idonei al concorso di cui sopra:

1. Zimarino Emanuele di Vincenzo punti 48,465 su 100
2. Ruzzi Mario di Nicola » 46,312 »
3. Della Penna Vittorio di Cesario » 39,970 »

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura ed a quello dei Comuni interessati.

Chieti, addì 28 gennaio 1952

Il prefetto: CASO

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI CHIETI

Visto il bando di concorso n. 33741 in data 1° dicembre 1950 per un posto di veterinario condotto, vacante in Provincia al 30 novembre 1950;

Visto il decreto n. 20422.2/12167 del 12 novembre 1951, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 269 del 22 novembre 1951, con il quale è stata costituita la Commissione giudicatrice del concorso stesso;

Visto il proprio decreto in pari data n. 3072, con il quale è stata approvata la graduatoria dei candidati risultati idonei al concorso;

Visti gli articoli 69 del testo unico delle leggi sanitarie regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265, e 55 del regolamento per i concorsi sanitari regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il seguente candidato, primo nella graduatoria del concorso sopraindicato, è dichiarato vincitore del posto a fianco del medesimo indicato:

Zimarino dott. Emanuele di Vincenzo: Consorzio veterinario di Palmoli-Lentella-Fresagrandinaria-Dogliola.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura ed a quello dei Comuni interessati.

Chieti, addì 28 gennaio 1952

Il prefetto: CASO

(745)

PREFETTURA DI MATERA

Graduatoria generale del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Matera al 30 novembre 1949.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI MATERA

Visto il proprio decreto in data 31 dicembre 1949, n. 22817 Div. san., con il quale è stato indetto il concorso, per titoli ed esami, ai posti di veterinario condotto vacanti in questa Provincia alla data del 30 novembre 1949;

Visto il successivo decreto di pari numero in data 20 marzo 1950, con il quale è stato depennato il posto di veterinario condotto del comune di Bernalda, non risultando disponibile alla stessa data del 30 novembre 1949;

Visti i verbali della Commissione giudicatrice, nominata dall'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica;

Visti gli articoli 23 e 55 del regolamento dei concorsi sanitari, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria di merito del concorso di cui in narrativa:

1. Bruno dott. Giuseppe punti 93,54
2. Casamassima dott. Eustacchio » 83,975
3. Turi dott. Antonio » 80,025

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e del Comune interessato.

Matera, addì 1° febbraio 1952

Il prefetto: FERRARA

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI MATERA

Visto il precedente decreto di pari data e numero, con il quale è stata approvata la graduatoria di merito del concorso per titoli ed esami a posti di veterinario condotto vacanti in questa Provincia, di cui al bando 31 dicembre 1949, n. 22817 Div. san., modificato dal successivo di pari numero in data 20 marzo 1950;

Visti gli articoli 23 e 55 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il seguente candidato è dichiarato vincitore per il posto a fianco segnato:

Bruno dott. Giuseppe: Pomarico.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e del Comune interessato.

Matera, addì 1° febbraio 1952

Il prefetto: FERRARA

(748)

PREFETTURA DI BOLOGNA

Varianti alla graduatoria del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Bologna

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI BOLOGNA

Visto il proprio decreto n. 127/18629 del 30 maggio 1951, con il quale è stata approvata la graduatoria del concorso indetto con decreto prefettizio n. 126 del 14 giugno 1947 per il conferimento di ventuno posti di veterinario condotto;

Visto il proprio decreto n. 128/18630 del 30 maggio 1951, con il quale si assegnavano ai veterinari vincitori le condotte poste a concorso;

Visto il successivo decreto prefettizio n. 195/50584 del 3 novembre 1951, col quale la condotta unica di Galliera, in seguito alla rinuncia del vincitore, è stata assegnata al dott. Borini Giuseppe;

Visto che il dott. Borini Giuseppe ha successivamente dichiarato di rinunciare;

Ritenuto pertanto che la condotta unica di Galliera è rimasta nuovamente vacante;

Visto che il dott. Tampieri Armando, 30° graduato, ha rinunciato alla nomina per la stessa condotta;

Ritenuto che il dott. Marescalchi Gino, 32° graduato, avente diritto a termine di legge, ha fatto tenere a questa Prefettura dichiarazione di accettazione;

Visti gli articoli 26 e 56 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il dott. Marescalchi Gino è dichiarato vincitore della condotta unica di Galliera.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nel Foglio annunzi legali della Provincia, e, per otto giorni consecutivi, all'albo della Prefettura e del Comune interessato.

Bologna, addì 28 dicembre 1951

Il prefetto: DE' SIMONE

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI BOLOGNA

Visto il proprio decreto n. 127/18629 del 30 maggio 1951, con il quale è stata approvata la graduatoria del concorso indetto con decreto prefettizio n. 126 del 14 giugno 1947 per il conferimento di ventuno posti di veterinario condotto;

Visto il proprio decreto n. 128/18630 del 30 maggio 1951, con il quale si assegnavano ai veterinari vincitori le condotte poste a concorso;

Ritenuto che la condotta unica di Monte San Pietro, a seguito di rinuncia del dott. Atzori Livio, 13° in graduatoria, vincitore della condotta stessa, è rimasta vacante e disponibile;

Visto che i dottori Grassi Francesco, 21° graduato; Lombardi Luigi, 23° graduato; Fabbri Domenico, 25° graduato; Bacchiani Unico, 26° graduato; Lamma Quirico, 28° graduato; Tampieri Armando, 30° graduato; Samoggia Demetrio, 36° graduato, hanno rinunciato alla nomina per la stessa condotta;

Ritenuto che il dott. Montanari Carlo, 38° graduato, avente diritto a termine di legge, ha fatto tenere a questa Prefettura dichiarazione di accettazione;

Visti gli articoli 26 e 56 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281:

Decreta:

Il dott. Montanari Carlo è dichiarato vincitore della condotta unica di Monte San Pietro.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nel Foglio annunzi legali della Provincia, e, per otto giorni consecutivi, all'albo della Prefettura e del Comune interessato.

Bologna, addì 28 dicembre 1951

Il prefetto: DE' SIMONE

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI BOLOGNA

Visto il proprio decreto n. 127/18629 del 30 maggio 1951, con il quale è stata approvata la graduatoria del concorso indetto con decreto prefettizio n. 126 del 14 giugno 1947 per il conferimento di ventuno posti di veterinario condotto;

Visto il proprio decreto n. 128/18630 del 30 maggio 1951, con il quale si assegnavano ai veterinari vincitori le condotte poste a concorso;

Visto il successivo decreto prefettizio n. 208/48131 del 23 novembre 1951, col quale la condotta di Medicina 1ª, in seguito alla rinuncia del vincitore, è stata assegnata al dott. Guidi Guido;

Visto che il dott. Guidi Guido ha successivamente dichiarato di rinunciare;

Ritenuto pertanto che la condotta di Medicina 1ª è rimasta nuovamente vacante;

Visto che i dottori Fabbri Teodoro, 17° graduato; Tiberi Fabrizio, 19° graduato; Cogolli Claudio, 24° graduato, hanno rinunciato alla nomina per la stessa condotta;

Ritenuto che il dott. Lamma Quirico, 28° graduato, avente diritto a termine di legge, ha fatto tenere a questa Prefettura dichiarazione di accettazione;

Visti gli articoli 26 e 56 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il dott. Lamma Quirico è dichiarato vincitore della condotta di Medicina 1ª.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nel Foglio annunzi legali della Provincia, e, per otto giorni consecutivi, all'albo della Prefettura e del Comune interessato.

Bologna, addì 7 gennaio 1952

Il prefetto: DE' SIMONE

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI BOLOGNA

Visto il proprio decreto n. 127/18629 del 30 maggio 1951, con il quale è stata approvata la graduatoria del concorso indetto con decreto prefettizio n. 126 del 14 giugno 1947 per il conferimento di ventuno posti di veterinario condotto;

Visto il proprio decreto n. 128/18630 del 30 maggio 1951, con il quale si assegnavano ai veterinari vincitori le condotte poste a concorso;

Ritenuto che la condotta unica di Loiano, a seguito di rinuncia del dott. Tiberi Fabrizio, 19° in graduatoria, vincitore della condotta stessa, è rimasta vacante e disponibile;

Visto che i dottori Fabbri Domenico, 25° graduato; Bacchiani Unico, 26° graduato, Tampieri Armando, 30° graduato; Roli Nicola, 33° graduato; Villani Gino, 34° graduato; Samoggia Demetrio, 36° graduato; Montanari Carlo, 38° graduato; Baldazzi Leo, 44° graduato; Palazzetti Emilio, 45° graduato; Ketmaier Carlo Antonio, 47° graduato, hanno rinunciato alla nomina per la stessa condotta;

Ritenuto che il dott. Paganini Cesare, 48° graduato, avente diritto a termine di legge, ha fatto tenere a questa Prefettura dichiarazione di accettazione;

Visti gli articoli 26 e 56 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il dott. Paganini Cesare è dichiarato vincitore della condotta unica di Loiano.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nel Foglio annunzi legali della Provincia, e, per otto giorni consecutivi, all'albo della Prefettura e del Comune interessato.

Bologna, addì 7 gennaio 1952

Il prefetto: DE' SIMONE

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI BOLOGNA

Visto il proprio decreto n. 127/18629 del 30 maggio 1951, con il quale è stata approvata la graduatoria del concorso indetto con decreto prefettizio n. 126 del 14 giugno 1947 per il conferimento di ventuno posti di veterinario condotto;

Visto il proprio decreto n. 128/18630 del 30 maggio 1951, con il quale si assegnavano ai veterinari vincitori le condotte poste a concorso;

Ritenuto che la condotta unica di Baricella, a seguito di rinuncia del dott. Guidi Guido, 9° in graduatoria, vincitore della condotta stessa, è rimasta vacante e disponibile;

Visto che i dottori Atzori Livio, 13° graduato; Cargnel Antonio, 16° graduato; Fabbri Teodoro, 17° graduato; Tiberi Fabrizio, 19° graduato; Malacarne Mario, 20° graduato; Cogolli Claudio, 24° graduato; Scornazzani Pietro, 27° graduato; Lamma Quirico, 28° graduato; Tampieri Armando, 30° graduato; Marescalchi Gino, 32° graduato; Roli Nicola, 33° graduato; Villani Gino, 34° graduato; Cancellieri Decio, 35° graduato; Palese Leonardo, 37° graduato; Montanari Carlo, 38° graduato, hanno rinunciato alla nomina per la stessa condotta;

Ritenuto che il dott. Mengoli Sisto, 40° graduato, avente diritto a termine di legge, ha fatto tenere a questa Prefettura dichiarazione di accettazione;

Visti gli articoli 26 e 56 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il dott. Mengoli Sisto è dichiarato vincitore della condotta unica di Baricella.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nel Foglio annunzi legali della Provincia, e, per otto giorni consecutivi, all'albo della Prefettura e del Comune interessato.

Bologna, addì 7 gennaio 1952

Il prefetto: DE' SIMONE

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI BOLOGNA

Visto il proprio decreto n. 127/18629 del 30 maggio 1951, con il quale è stata approvata la graduatoria del concorso indetto con decreto prefettizio n. 126 del 14 giugno 1947 per il conferimento di ventuno posti di veterinario condotto;

Visto il proprio decreto n. 128/18630 del 30 maggio 1951, con il quale si assegnavano ai veterinari vincitori le condotte poste a concorso;

Visto il successivo decreto prefettizio n. 206/54158 del 23 novembre 1951, con il quale la condotta di Budrio 2ª, in seguito alla rinuncia del vincitore è stata assegnata al dott. Atzori Livio;

Visto che il dott. Atzori Livio ha successivamente dichiarato di rinunciare;

Ritenuto pertanto che la condotta di Budrio 2ª è rimasta nuovamente vacante;

Visto che i dottori Russo Luigi, 14° graduato; Tiberi Fabrizio, 19° graduato; Lombardi Luigi, 23° graduato; Cogolli Claudio, 24° graduato; Marescalchi Gino, 32° graduato; Roli Nicola, 33° graduato; Villani Gino, 34° graduato; Cancellieri Decio, 35° graduato; Samoggia Demetrio, 36° graduato; Palese Leonardo, 27° graduato; Montanari Carlo, 38° graduato; Giusti Luigi, 39° graduato; Mengoli Sisto, 40° graduato, hanno rinunciato alla nomina per la stessa condotta;

Ritenuto che il dott. Maccaferri Oreste, 41° graduato, avente diritto a termine di legge, ha fatto tenere a questa Prefettura dichiarazione di accettazione;

Visti gli articoli 26 e 56 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il dott. Maccaferri Oreste è dichiarato vincitore della condotta di Budrio 2ª.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nel Foglio annunzi legali della Provincia, e, per otto giorni consecutivi, all'albo della Prefettura e del Comune interessato.

Bologna, addì 7 gennaio 1952

Il prefetto: DE' SIMONE

(751)

PREFETTURA DI LECCE

Varianti alla graduatoria del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Lecce

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI LECCE

Visto il proprio decreto n. 12778 del 5 ottobre 1951, col quale venivano designati per le rispettive condotte i vincitori del concorso a posti di medico condotto vacanti al 30 novembre 1946;

Considerato che il dott. Grasso Antonio, designato per la condotta di Zollino, ha rinunziato alla nomina in detto Comune come da comunicazione in data 31 gennaio 1952;

Ritenuto che occorre provvedere alla designazione di altro candidato idoneo, che segue immediatamente in graduatoria ed abbia chiesto quella sede in ordine di preferenza;

Visti gli articoli 36 e 69 del testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il regolamento sui concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie;

Decreta:

In seguito alla rinunzia del dott. Grasso Antonio, è dichiarato vincitore della condotta di Zollino, il dott. Tronci Cesare di Vincenzo.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nel Foglio annunzi legali della Provincia, e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e del Comune interessato.

Lecce, addì 2 febbraio 1952

Il prefetto: MIGLIORE

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI LECCE

Visto il proprio decreto n. 12778 del 5 ottobre 1951, col quale venivano designati per le rispettive condotte i vincitori del concorso a posti di medico condotto vacanti al 30 novembre 1946;

Considerato che il dott. De Donno Salvatore, designato per la condotta di Corigliano, ha rinunziato alla nomina in detto Comune come da comunicazione in data 1° febbraio 1952;

Ritenuto che occorre provvedere alla designazione di altro candidato idoneo, che segue immediatamente in graduatoria ed abbia chiesto quella sede in ordine di preferenza;

Visti gli articoli 36 e 69 del testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il regolamento sui concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie;

Decreta:

In seguito alla rinunzia del dott. De Donno Salvatore, è dichiarato vincitore della condotta di Corigliano d'Otranto il dott. Tronci Cesare di Vincenzo.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nel Foglio annunzi legali di questa Provincia, e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e del Comune interessato.

Lecce, addì 3 febbraio 1952

Il prefetto: MIGLIORE

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI LECCE

Visto il proprio decreto n. 12778 del 5 ottobre 1951, col quale venivano designati per le rispettive condotte i vincitori del concorso a posti di medico condotto vacanti al 30 novembre 1946;.

Considerato che il dott. Bove Francesco di Francesco, designato per la condotta di Veglie, ha rinunziato alla nomina in detto Comune come da comunicazione in data 31 gennaio 1952;

Ritenuto che occorre provvedere alla designazione di altro candidato idoneo, che segue immediatamente in graduatoria ed abbia chiesto quella sede in ordine di preferenza;

Visti gli articoli 36 e 69 del testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il regolamento sui concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie;

Decreta:

In seguito alla rinunzia del dott. Bove Francesco di Francesco, è dichiarato vincitore della condotta di Veglie il dott. Dell'Anna Francesco fu Ilarione.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nel Foglio annunzi legali di questa Provincia, e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e del Comune interessato.

Lecce, addì 3 febbraio 1952

Il prefetto: MIGLIORE

(752)

PREFETTURA DI LA SPEZIA

Variante alla graduatoria del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di La Spezia

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI LA SPEZIA

Visto il proprio decreto n. 13473 in data 7 agosto 1951, col quale veniva approvata la graduatoria delle candidate risultate idonee al concorso per posti di ostetrica condotta vacanti in provincia di La Spezia al 30 novembre 1949, indetto con decreto prefettizio n. 4910 dell'8 marzo 1950;

Visto il successivo proprio decreto n. 13438 dell'8 agosto 1951, col quale venivano dichiarate le vincitrici delle condotte messe a concorso;

Considerato che l'ostetrica Branchi Lina, dichiarata vincitrice della condotta del consorzio ostetrico fra i comuni di Sesta Godano e Carro, ha rinunciato all'assegnazione di detta condotta;

Vista la graduatoria del concorso dalla quale risulta che l'ostetrica Picedi Daura segue l'ostetrica Branchi Lina;

Viste le sedi elencate in ordine preferenziale per le quali la predetta candidata ha inteso concorrere;

Visti gli articoli 26 e 56 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

L'ostetrica Picedi Daura è dichiarata vincitrice della condotta ostetrica del consorzio fra i comuni di Sesta Godano e Carro, in sostituzione della ostetrica Branchi Lina rinunciataria.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio di questa Prefettura e dei Comuni interessati.

La Spezia, addì 9 febbraio 1952

Il prefetto: FORNI

(844)

PREFETTURA DI AREZZO

Varianti alla graduatoria del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Arezzo

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI AREZZO

Visto il precedente decreto prefettizio n. 20905 del 3 dicembre 1951, con il quale sono state dichiarate le vincitrici del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Arezzo, bandito con decreto prefettizio n. 6235 del 10 marzo 1950;

Considerato che, a seguito della rinuncia da parte delle assegnatarie, si sono rese vacanti le condotte ostetriche di Foppi (1° capoluogo) e Castiglion Fibocchi (unica);

Visto l'ordine di preferenza delle sedi per le quali le concorrenti che seguono nella graduatoria delle idonee hanno dichiarato di concorrere;

Visti gli articoli 56 e 26 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

A parziale modifica del decreto prefettizio citato in narrativa, le seguenti ostetriche sono dichiarate vincitrici delle condotte a fianco di ciascuna indicate:

1) Gherardi Emma: Poppi (1° capoluogo);
2) Betti Adelina: Castiglion Fibocchi (unica).

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della provincia di Arezzo e, per otto giorni consecutivi, all'albo della Prefettura e dei Comuni interessati.

Arezzo, addì 13 febbraio 1952

Il prefetto: FRANCI

(842)

PREFETTURA DI FOGGIA

Variante alla graduatoria del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Foggia

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI FOGGIA

Visto il proprio decreto n. 17799-San. in data 29 novembre 1949, con il quale venivano assegnate le condotte mediche vacanti in Provincia al 30 giugno 1947 ai candidati dichiarati vincitori del concorso bandito con decreto prefettizio n. 15150 del 10 luglio 1950;

Vista la decisione della V Sezione del Consiglio di Stato n. 845 in data 27 giugno 1951, con la quale è stato escluso dal concorso il dott. Malice Alessandro, vincitore della condotta di Celenza Valfortore;

Ritenuto che occorre dare esecuzione alla predetta decisione e procedere conseguentemente alla nomina per la suddetta sede del concorrente dichiarato idoneo che segue nella graduatoria e che ha chiesto la sede stessa in ordine di preferenza;

Visto l'art 88 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il dott. Giuseppe Rossi è dichiarato vincitore della condotta medica di Celenza Valfortore, in sostituzione del dottor Alessandro Malice.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e del Comune interessato.

Foggia, addì 5 febbraio 1952

Il prefetto: D'AIUTO

(843)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.